

ÉTABLISSEMENT

**CD des A-M - Direction de la
Construction, de l'Immobilier et
du Patrimoine**
Route de Grenoble
BP 3007
06201 Nice

AVIS DE MARCHÉ**SERVICES**

Avis de marché – directive générale, régime ordinaire

Section 1 - Acheteur**1.1 Acheteur**

Nom officiel : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine.
Forme juridique de l'acheteur: Autorité locale
Activité du pouvoir adjudicateur: Services généraux des administrations publiques.

Section 2 - Procédure**2.1 Procédure**

Titre: 2026M0035 Mission de maîtrise d'œuvre pour le projet de sauvegarde et de restauration du Fort de la Revère.
Description: Le contrat porte sur les prestations suivantes : Mission de maîtrise d'œuvre pour le projet de sauvegarde et de restauration du Fort de la Revère.
Identifiant interne: 2026M0035.
Type de Procédure: Ouverte.
Procédure accélérée: NON.
Principales caractéristiques de la procédure: La mission confiée au maître d'œuvre comprend une tranche ferme et une tranche optionnelle. La tranche ferme comprend une mission de base de maîtrise d'œuvre en construction neuve de bâtiment sans EXE avec VISA et les missions complémentaires suivantes : diagnostic, quantitatif estimatif stade PRO (DQE), scénographie, muséographie. La tranche optionnelle n°1 comprend la mission OPC pour le suivi des travaux jusqu'à la fin de l'année de parfait achèvement.

2.1.1 Objectif

Nature du marché: services.
Nomenclature principale (cpv): 71000000.

2.1.2 Lieu d'exécution

Code NUTS: FRL03.
Pays: FRANCE.

2.1.3 Valeur**2.1.4 Informations générales**

Base juridique : Directive 2014/24/EU

2.1.5 Conditions de passation des marchés**2.1.6 Motifs d'exclusion**

Sources des motifs d'exclusion: Avis
Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale:
Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Faillite:
Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Corruption:
Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Concordat:
Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Participation à une organisation criminelle:
Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence:
Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental:
Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme:
Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Fraude:
Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains:
Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Insolvabilité:
Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail:
Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Biens administrés par un liquidateur:

Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure:

Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Motifs d'exclusion purement nationaux:

Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché:

Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché:

Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Coupable d'une faute professionnelle grave:

Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables:

Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Manquement aux obligations dans le domaine du droit social:

Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Paiement des cotisations de sécurité sociale:

Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
État de cessation d'activités:

Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Paiement d'impôts et taxes:

Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.
Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes:

Description: Se référer aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Section 5 - Lot

5.1 LOT N° : LOT-0001

Identifiant interne: Lot unique.

Titre: Lot unique : Mission de maîtrise d'œuvre pour le projet de sauvegarde et de restauration du Fort de la Revère.

Description: Le contrat porte sur les prestations suivantes : Mission de maîtrise d'œuvre pour le projet de sauvegarde et de restauration du Fort de la Revère.

5.1.1 Objectif

Type de marché: services.

Classification CPV: 71000000.

5.1.2 Lieu d'exécution

Pays: France.

5.1.3 Durée estimée

Durée par mois: 26.

5.1.4 Renouvellement

5.1.5 Valeur

5.1.6 Informations générales

Le marché est financé au moins partiellement par des fonds de l'Union européenne: Projet de passation de marchés non financé par des fonds de l'UE.

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui.

5.1.7 Achats stratégiques

Approche de réduction des impacts environnementaux: none.

5.1.8 Critères d'accessibilité

5.1.9 Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché.

Description : Capacité financière : sans minimum exigé.

Description : Niveau minimal de capacité professionnelle et technique exigé : voir chapitre 4 du règlement de consultation.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère Qualité :

Nom : Valeur technique et environnementale.

Description : SC1 : Analyse constructive du programme (35 points) SC2 : Organisation détaillée des moyens humains dédiés et matériels spécifiques pour mener à bien la mission (15 points) SC3 : Dispositions proposées en matière environnementale (10 points).

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60

Critère Prix :

Nom : Prix.

Description : Le prix.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://marches-securises.fr/>

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français.

5.1.12 Conditions du marché public

Soumission électronique : Requête

Date limite de réception des offres : 03/08/2026 à 15:30.

Adresse pour la soumission : <https://marches-securises.fr/>.

Catalogue électronique : Non autorisée

Langues dans lesquelles les offres ou les demandes de participation peuvent être présentées : français.

Une signature ou un cachet électronique avancé ou qualifié [tel que défini dans le règlement (UE) no 910/2014] est requis.

Variante : Non autorisée

Date limite jusqu'à laquelle l'offre doit rester valable : 6 Mois

Conditions de présentation :

Date/heure : 05/08/2026 à 10:00.

Informations complémentaires : Séance non publique.

Conditions du marché :

Facturation électronique : Requête

Le paiement électronique sera utilisé.

5.1.15 Techniques

Aucun

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et révision

Organisation chargée des procédures de médiation : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Organisation chargée des procédures de recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Informations relatives aux délais de recours : Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Organisation qui reçoit les demandes de participation : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

Organisation qui traite les offres : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine.

Numéro d'enregistrement (SIRET) : 22060001900016.

Adresse postale : Département des Alpes-Maritimes - Centre administratif départemental (CADAM).

Adresse postale : Département des Alpes-Maritimes - Centre administratif départemental (CADAM). 147 boulevard du Mercantour - BP 3007.

Ville : Nice.

Code postal : 06201.

Pays : FRANCE.

Point de contact: Service des Marchés.

Adresse électronique: marches@departement06.fr.

Téléphone: +33 497186000.

Adresse internet: <https://www.marches-securises.fr/>.

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-securises.fr/>.

8.2 ORG-0003

Nom officiel : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA).

Numéro d'enregistrement (SIRET) : 17060005000026.

Adresse postale : 18 avenue des Fleurs.

CS 61039.

Ville : NICE CEDEX 1.

Code postal : 06050.

Pays : FRANCE.

Point de contact: Tribunal administratif de Nice.

Adresse électronique: greffe.ta-nice@juradm.fr.

Téléphone: +33 489978600.

Adresse internet: <http://nice.tribunal-administratif.fr/>.

Url d'échange d'informations: <http://nice.tribunal-administratif.fr/>.

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis :a3c668bc-cc6f-4f97-8e8d-8ac5272ceb85

Type de formulaire: Mise en concurrence.

Type d'avis : Avis de marché – directive générale, régime ordinaire.

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français.